

LE TEMPS

europa Vendredi 31 juillet 2009

Manifeste pour l'adhésion à l'Union européenne

Par

Le Club Helvétique, qui réunit des personnes de toute la Suisse, appelle à un changement d'attitude envers l'Europe. Les bilatérales, dit-il, sont arrivées à leur terme, elles ne garantissent plus l'indépendance du pays, il est temps que celui-ci s'associe à l'Union pour y faire entendre sa voix

Manifeste pour l'Europe

Tout le monde parle des bilatérales. Nous parlons adhésion. Le débat sur notre entrée dans l'Union européenne a pris un long retard.

Cela tient du paradoxe: plus les relations avec l'UE se resserrent, plus les Suisses prennent leurs distances. L'inimitié envers un ami crispe notre pays. Une Union forte est bonne pour la Suisse. Une Suisse qui s'implique renforce l'Union.

Notre Etat confédéral est trop grand pour résoudre nombre de problèmes mineurs, ce pourquoi nous avons le fédéralisme. Notre Etat confédéral est trop petit pour résoudre nombre de problèmes majeurs: ce pourquoi il nous faut l'intégration européenne.

L'intégration européenne

L'Union européenne assure la stabilité de notre continent. De toute son histoire, la Suisse n'a jamais eu de si bon voisinage.

Comme les 26 cantons, les 27 membres de l'UE tendent à l'équilibre des intérêts: l'UE fait route en direction d'une Confédération européenne assumant la diversité de ses cultures.

L'économie sociale de marché qui prévaut en Europe se soucie des plus faibles. L'intégration européenne est conçue sur le principe du respect mutuel des membres: les sagesses de l'UE sont celles de la Suisse.

L'intérêt de la Suisse

Le marché intérieur européen est un avantage majeur pour nos entreprises: il contribue à la prospérité suisse.

Tirant les leçons de la crise, ce sont désormais les grands Etats et les coalitions d'Etats qui régissent la globalisation: la Suisse ne pourra faire valoir ses intérêts que si elle rejoint la coalition européenne.

L'Union européenne est une communauté de droit. Elle restreint en son sein la loi du plus fort qui prévaut sur la scène mondiale: un tout petit Etat y a particulièrement avantage.

Toujours plus humiliante, la «reprise autonome» des décisions européennes se mue en «reprise automatique»: au lendemain de son adhésion, la Suisse sera plus libre et plus forte qu'aujourd'hui.

Dès notre entrée dans l'UE, nous serons aptes à faire ce que doivent faire les petits Etats: construire des coalitions pour défendre leurs intérêts – par exemple avec l'Autriche, la Suède, l'Irlande ou la Finlande, membres neutres ou hors alliance de l'Union.

Démocratie

Les forces du marché mondial ne cessent de créer des faits accomplis, faisant fi des parlements et des peuples. Ainsi s'érodent les démocraties nationales. La Suisse se doit de construire, avec ses partenaires, la démocratie européenne: seule une politique transnationale est en mesure d'encadrer une économie transnationale.

Les institutions suisses doivent être rénovées, de même que les institutions européennes. Une adhésion, bien préparée, permettra de combler le retard qu'ont pris les réformes suisses et d'influencer le processus de réformes de l'Union européenne.

Une adhésion planifiée peut raviver notre démocratie. De nouveaux instruments de démocratie directe compenseront largement d'éventuels renoncements: dès maintenant, il faut prévoir le référendum constructif, l'initiative législative, les euromotions, des votes sur l'application des directives générales de l'UE ou sur des prises de position fondamentales de la Suisse, et bien entendu la transparence du financement des partis et de leurs campagnes.

Façonner l'Europe

Le bilatéralisme arrive à son terme: aujourd'hui, la Suisse est de fait un membre de l'UE sans droit de vote. Lorsque surviennent des crises et conflits d'intérêts, notre Etat en marge se trouve pénalisé. Voyager sur le marchepied est indigne, et ce n'est pas une stratégie.

En tant que membre de l'UE, la Suisse aura de l'influence, prendra part aux décisions et façonnera l'Europe de concert avec ses partenaires.

Nous n'acceptons pas que:

- la Suisse, au cœur de l'Europe, reste en marge;
- qu'elle ne participe pas au débat européen;
- qu'elle se désintéresse de son propre continent;
- qu'elle se désavantage au lieu de défendre ses intérêts à droit égal.

Esquiver tout débat sur l'adhésion à l'Union européenne, en faire un tabou, est contraire à l'esprit du dialogue et à la volonté de clarté. Cette attitude entrave la formation d'une opinion publique éclairée et réduit les capacités d'agir

de la Suisse.

Beaucoup reconnaissent aujourd'hui que des alternatives au bilatéralisme existent et qu'une vraie détente à l'endroit de l'UE est indispensable. La Suisse doit agir à temps: l'expérience de la crise financière et les affres du secret bancaire montrent que les conditions-cadres changent vite.

Refouler la question européenne, c'est affaiblir notre démocratie, notre pays et notre identité. Nous voulons défendre nos intérêts et assumer nos responsabilités sur le continent qui est le nôtre.

Nous, Suissesses et Suisses, Européennes et Européens, voulons apporter notre contribution à la construction de l'Union européenne. Notre «nation de la volonté» a sa place dans la grande Union créée par la volonté des Européens.

Signataires du Club Helvétique:

Cécile Bühlmann, Josef Estermann, Hildegard Fässler, Andi Gross, Barbara Haering, Ueli Heiniger, Martin Heller, Irène Herrmann, Kurt Imhof, Georg Kreis, Joëlle Kuntz, Dick Marty, Aram Mattioli, Jörg Paul Müller, Giusep Nay, Regina Ogorek, Gilles Petitpierre, Jacques Picard, Chasper Pult, Martin Schaffner, Walter Schmid, Hansjörg Siegenthaler, Hans Stöckli, Urs W. Studer, Roger de Weck, Myrtha Welti.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA